

Témoignages



Un paysan accompagné témoigne : Retour d'expérience

Je me suis installé en 2009, sans les aides. J'ai repris l'exploitation de mon oncle, qu'était atteint de cécité totale, depuis l'âge de 40 ans. J'ai fait des emprunts pour lui racheter le cheptel et le matériel. Dès le départ, je n'étais pas d'accord avec mon banquier sur les remboursements. Toutes les annuités tombaient en même temps et je me demandais bien comment ça allait passer. Mais bon, eux savent et nous signons ! Dès la première année, je n'ai pu payer les prêts et les dettes se sont accumulées. Face à cette situation, je me suis dit qu'il fallait réagir vite. Mon père était passionné de droit et il m'avait laissé une bibliothèque de livres. Sans savoir vraiment ce que je cherchais, je me suis mis à en feuilleter quelque uns. Et puis « par hasard », je suis tombé sur la procédure de redressement judiciaire. Je me suis dit que c'était exactement ce qu'il me fallait. Je suis monté au TGI au Puy et j'ai rencontré le greffier qui m'a expliqué les démarches à suivre. J'ai écrit un courrier au juge et j'ai été convoqué pour une audience. Je m'y suis rendu, accompagné de mon oncle et de ma grand mère. Je n'en menais pas large. Le juge était une femme et elle m'a interrogé sur la situation. Avant de quitter la salle, elle m'a dit de l'attendre dans le couloir. Là, elle m'a donné le dépliant de Solidarité paysans, en me disant que cette association pourrait peut être m'aider. J'ai tout de suite appelé et Laurence et Serge sont venus très vite à la maison. Ils m'ont écouté et je me suis senti compris et soutenu. Je n'étais plus seul.

Car c'est bien ça qui me pesait le plus : la solitude face aux créanciers, aux huissiers, aux recommandés. On s'enferme car on n'a personne à qui parler, personne auprès de qui prendre conseil : on a honte d'en être arrivé là.

Mais bon, tous les 2 m'ont remonté le moral et j'ai repris « la niaque » et quelques kilo !!

Ensemble, on a passé la période d'observation, les rendez vous chez le mandataire, les audiences, les rendez vous au contentieux du crédit agricole.....très mauvais souvenir de ce jour, où ils m'ont rabaissé comme un moins que rien. Heureusement encore Solidarité paysans était là. Le plan a été accepté sur 15 ans, avec un paiement en fin d'année avec les primes. Ca devait passer. Et puis il y a eu la FCO (3 vaches mortes, des avortements et tout le troupeau décalé), des imprévus (achat d'une fourche autofinancée, pas possible de faire un emprunt). Je n'ai pas pu payer le plan. Rendez vous en catastrophe chez le mandataire. Pour lui, la liquidation était la solution : j'ai pris un coup de massue sur la tête. Alors tout s'arrêtait ici, tous ces efforts pour ça ! Mais non, le combat allait continuer, car maintenant il fallait se défendre, faire valoir ses droits contre les créanciers. En regardant de plus près les documents des prêts, on s'est rendu compte qu'il y avait des choses bizarres. Mon oncle s'était porté caution pour les emprunts, et un document était écrit et signé par lui, alors qu'il est aveugle à 100%. Impossible que ce soit de sa main. Maître Petavy nous a donné le contact de son avocat et on a ouvert une procédure comme la banque. A ce jour, ils n'ont toujours pas répondu mais nous n'allons pas lâcher l'affaire, car c'est notre honneur et notre patrimoine familial qui est en jeu.

C'est ça que les créanciers ont du mal à comprendre : on s'occupe de nos fermes comme de nos enfants. Ca fait partie de nous, c'est un héritage de nos aïeux auquel on tient, qu'on nous a transmis et qu'on doit transmettre.

Je vous passe les détails de la liquidation, qui sont très très durs à vivre : courrier de radiation de la MSA, vente des animaux, enchères du matériel, les rapaces qui se jettent sur les terrains en fermage, prêts à être moissonnés et qui empochent les récoltes !! Ecœuré, vidé, déprimé. Ma grand mère m'a envoyé chez le médecin qui m'a mis sous anti-presseur.

Et puis, j'ai petit à petit remonté la pente, décidé de ne pas m'arrêter là et de me battre encore et encore.

J'ai trouvé des petits boulots en intérim (en maçonnerie, à l'usine), des petits contrats. Mais c'était pas pour moi, je suis comme un lion en cage : je ne supporte pas d'être enfermé toute une journée, alors que j'étais habitué aux contacts avec mes bêtes et au grand air.

Récemment, j'avais trouvé un contrat aidé dans un jardin d'insertion en maraîchage en agriculture biologique. Comme je fus heureux : j'allais pouvoir toucher la terre. Mais telle ne fut pas ma déception quand j'ai vu les conditions de travail. 7 ha tout à la main, sans même une pioche. Faut pas exagérer quand même, on est au 21 eme siècle aujourd'hui : j'ai demandé ma démission. Mais cette expérience m'a donné une idée. Je vais produire moi même des fruits et légumes en bio. Ma grand mère a un grand verger et quelques ares, qui me permettront de me lancer.

En attendant que la liquidation soit officiellement prononcée, je vais chercher pour cet hiver, un emploi à mi temps comme salarié sur une exploitation et puis j'irai rencontrer des maraîchers pour apprendre comment ils travaillent.

La vie est un combat permanent, où rien n'est jamais gagné, ni perdu.

Ces expériences m'ont forgé le caractère et aujourd'hui, je sais mieux me positionner, et j'arrête de dire OUI à tout le monde, de peur de froisser ou décevoir : j'ai appris à dire NON quand ça ne me va pas (merci Laurence !).

Pascal PANNEFIEU

Un bénévole témoigne : Rejoindre Solidarité Paysans en Auvergne

L'équipe Solidarité Paysans Allier vient d'accueillir un nouveau bénévole. Celui-ci témoigne sur ses motivations à rejoindre l'association :

« L'heure de la retraite ayant sonné prématurément sans que je m'y sois préparé, je me suis retrouvé fort dépourvu durant cette transition, passant d'une intense activité professionnelle comme technico-commercial dans le domaine du matériel d'élevage et plus particulièrement dans l'équipement tubulaire des bâtiments pour bovins sur une vingtaine de départements du bassin allaitant du grand Massif Central, à l'inactivité tant relationnelle que géographique.

Citadin d'origine mais très tôt attiré par la ruralité et l'agriculture, j'ai suivi mon cursus scolaire via la filière de l'enseignement agricole public, ce qui m'amena en Auvergne.

Je fis mes premières expériences professionnelles dans le secteur para agricole (groupement de producteurs-agro fournitures...).

La sinuosité de mon parcours professionnel m'a fait rencontrer au quotidien des agriculteurs et a concouru, à leur contact, à mon épanouissement personnel, à travers la confrontation avec leurs multiples problématiques tant techniques qu'humaines rencontrées. Ces échanges m'ont nourri et m'ont permis de découvrir la richesse et la diversité de ces professionnels, leur accueil m'a confronté dans mes choix et mes orientations.

Privé de ce quotidien, j'ai éprouvé une profonde lassitude...

A l'occasion d'un stage de développement personnel, j'ai eu l'occasion de rencontrer une participante qui, en me parlant de son activité professionnelle, m'a décrit l'existence, les buts et le fonctionnement de cette association « Solidarité Paysans » en Auvergne. Au travers de ces échanges simples et fructueux, j'ai ressenti un vif intérêt pour les motivations véhiculées au travers de l'éthique et de l'activité de cette association. J'ai vite compris qu'il me serait permis de poursuivre mon parcours de vie sous cette forme avec eux, auprès d'acteurs de ce milieu agricole qui m'a tant apporté tout au long de ma carrière et dont le lien aujourd'hui était rompu. C'est donc avec enthousiasme que j'ai confirmé, en ce début d'automne, ma volonté de rejoindre l'équipe des accompagnateurs bénévoles et de m'engager dans cette démarche auprès des agriculteurs nécessiteux. Mon premier contact en tant qu'accompagnateur en situation et auprès des autres bénévoles, dont j'ai pu apprécier l'accueil et l'esprit d'ouverture à l'occasion d'un premier groupe de paroles, me conforte dans ma démarche. »

Xavier GUIBERT- Solidarité Paysans Allier

Informations : et si on parlait de TAFTA?



« Coup de gueule d'un paysan »

Dis-donc Tafta,

Il faut que je te dise quelque chose. Je sais que tes deux cousins CETA et OUEST Afrique sont passés... J'vois bien que toi aussi tu aimerais en faire autant ! Mais franchement mon vieux, je peux t'appeler comme ça, ça fait des années que t'attendais ; non franchement, anéantir les taxes douanières, instaurer le libre échange, ça rime à quoi ! Inonder les marchés de produits aux hormones ? Aux OGM ? Le tout exonéré des droits élémentaires du travail ? Et très bon marché ? Très bon marché pour qui ? Je veux bien voir ça, si c'est pour faire comme CARGILL, Nestlé, ADM qui exploitent



les paysans du monde dans le seul but de faire baisser les prix, rappelles-toi qu'aujourd'hui ces « trusts » sont en cours de condamnation pour complicité d'esclavage d'enfants en Côte d'Ivoire. Tu veux dire par là qu'avec toi, TAFTA, ce sera tous les jours comme ça ?

Oh et puis dis-donc ! Tu vas mettre en concurrence nos petites fermes (en moyenne 13 ha en UE) avec celles des Etats-Unis (170 ha en moyenne) ? Mais si, souviens-toi, l'Amérique !! Le productivisme poussé à l'extrême, tu sais, la viande au chlore à la sauce « produit chimique » ! C'est vrai que ce serait un réel progrès de faire mes fromages de chèvre à la mode « usinés », désinfectés, exportés... et c'est plié ! Ah, mais non, pardon, j'oubliais, c'est vrai que tu n'aimes pas non plus les fromages au lait cru, les exceptions culinaires ! Oh, je ne veux pas faire le tour de toutes les libertés dont tu peux nous priver. Tout ne sera plus que loi de marché, filières démesurées pour qu'au final le consommateur n'ait plus que de la m.... à manger.

Alors TAFTA ! Ou prends-tu toutes ces idées saugrenues ! Hein, tu dis... Ah oui... Les holdings* Monsanto, Bayer, Cargill, Lactalis, Limagrain... oh, ouais, ça me dit vaguement quelque chose...

Et bien vois-tu ce que j'en pense, tes cousins là, ils s'en foutent des paysans que nous sommes, eux ce qu'ils veulent c'est du pognon, sur le dos des autres. Non mon vieux, ce que tu veux faire c'est un paysage agricole digne de Kafka ! Ah pardon digne de TAFTA !!! »

Ludovic LANDAIS, bénévole

En général, la société holding est une société mère, holding est une société mère. Elle permet à une personne ou à un groupe de personnes de détenir et/ou de contrôler une multitude de sociétés nationales et internationales sans avoir besoin d'apparaître en tant que dirigeant de toutes les sociétés « filles ». Une holding peut également effectuer des actions de contrôle, d'aide au lancement d'entreprises récemment créées, gérer des brevets, placements et financements

TAFTA : quesako?

Le coup de gueule vous parle de TAFTA, mais que signifie TAFTA,?

TAFTA c'est de l'anglais, cela signifie « 'Transatlantic Free Trade Area », si l'on traduit mot à mot « Zone de libre-échange Transatlantique ».

Ce traité est un accord commercial en cours de négociation entre l'Union européenne et les États-Unis prévoyant la création en 2015 d'une zone de libre-échange transatlantique souvent appelée grand marché transatlantique.

Si le projet aboutit, il instituera la zone de libre-échange la plus importante de l'Histoire, couvrant 45,5 % du Produit Intérieur Brut mondial.. Ses défenseurs affirment que l'accord conduira à une croissance économique pour les deux parties tandis que les critiques soutiennent notamment qu'il augmentera le pouvoir des entreprises face aux États et compliquera la régulation des marchés.

L'accord de partenariat transatlantique (APT) est négocié dans le plus grand secret depuis juillet 2013 par les États-Unis et l'Union européenne. Il prévoit que les législations en vigueur des deux côtés de l'Atlantique se plient aux normes du libre-échange établies par et pour les grandes entreprises européennes et américaines, sous peine de sanctions commerciales pour le pays contrevenant, ou d'une réparation de plusieurs millions d'euros au bénéfice des plaignants.

De plus, le 14 juin 2013, la Commission européenne a obtenu mandat de la part de tous les États membres pour négocier avec les États-Unis. Cet accord cherche à instaurer un vaste marché de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis, allant au-delà des accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui font déjà l'apogée du libre-échange.

Ce projet de Grand marché transatlantique vise le démantèlement des droits de douane restants, entre autres dans le secteur agricole, et plus grave encore, la suppression des « barrières non tarifaires » (contingents, normes techniques ou sanitaires) qui amplifierait la concurrence débridée et empêcherait entre autres la relocalisation des activités.
